Informations de base

2005/2028(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
République de Roumanie: demande d'adhésion à l'Union européenne **Subject** 8.20.01 Pays candidats **Zone géographique** Roumanie	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
AFET Affaires étrangères	MOSCOVICI Pierre (PSE)	18/01/2005

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
DEVE Développement	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
INTA Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	21/02/2005
CONT Contrôle budgétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ECON Affaires économiques et monétaires	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
EMPL Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ITRE Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
TRAN Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
REGI Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
AGRI Agriculture et développement rural	MAAT Albert Jan (PPE-DE)	20/01/2005
PECH Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CULT Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
JURI Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
AFCO Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
FEMM Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
PETI Pétitions	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
10/03/2005	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
30/03/2005	Vote en commission		Résumé
01/04/2005	Dépôt du rapport de la commission	A6-0077/2005	
12/04/2005	Débat en plénière		
13/04/2005	Décision du Parlement	T6-0119/2005	Résumé

13/04/2005	Résultat du vote au parlement		
13/04/2005	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2005/2028(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFET/6/26434

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Avis de la commission	AGRI	PE353.654	15/03/2005	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A6-0077/2005	01/04/2005	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T6-0119/2005 JO C 033 09.02.2006, p. 0323-0410 E	13/04/2005	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2005)2323	22/07/2005	

République de Roumanie: demande d'adhésion à l'Union européenne

2005/2028(INI) - 13/04/2005 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

En adoptant par 564 voix pour, 59 contre et 41 abstentions la résolution politique accompagnant le rapport de Pierre MOSCOVICI (PSE, FR) sur la demande d'adhésion de la Roumanie, le Parlement européen se rallie largement à la position de sa commission et fond et se félicite des réformes introduites dans ce pays ainsi que des engagements pris par le gouvernement récemment désigné pour renforcer entre autre la liberté de la presse, améliorer les équipements scolaires ou participer à la « Décennie de l'intégration des Roms ».

Toutefois, le Parlement émet quelques réserves sur la préparation de la Roumanie à l'adhésion et demande que pour le 1er janvier 2007, des efforts soient accomplis dans toute une série de domaines. Le Parlement attire notamment l'attention sur les carences encore trop importantes en matière de réformes administratives et judiciaires ou sur la nécessité de poursuivre la lutte contre la corruption, particulièrement au plus haut niveau.

Il demande que tout soit fait pour :

- éradiquer les violences et les discriminations dont sont victimes les minorités ;
- améliorer le traitement des malades requérant des soins psychiatriques ;
- renforcer les mesures en faveur de la protection de l'enfance ;

- renforcer le contrôle aux frontières ;
- mieux appliquer la nouvelle loi sur les aides d'État et le contrôle de la concurrence ;
- renforcer la politique de protection de l'environnement : à cet égard le Parlement se dit préoccupé par le projet d'exploitation des mines d'or de Rosia Montana, très dommageable sur le plan écologique.

Le Parlement souhaite que les capacités administratives de ce pays soient également renforcées dans tous les domaines et estime qu'il est urgent d' agir en faveur d'une politique énergétique énergique, sachant que les alternatives au pôle énergétique actuel sont faibles.

Parallèlement, le Parlement demande à la Commission d'améliorer la gestion et la transparence des aides communautaires, notamment les aides du programme SAPARD. Il invite également les autorités roumaines à pleinement associer la population à l'élan donné par l'adhésion via des campagnes de sensibilisation des citoyens roumains et européens.

À noter qu'à la faveur d'un amendement socialiste oral, la Plénière a rappelé l'échange de lettres intervenu entre le Président du Parlement et le Président de la Commission sur la pleine association du PE à l'examen d'un éventuel report d'un an de l'adhésion prévu par une nouvelle clause de sauvegarde du traité d'adhésion. Le Parlement précise toutefois que ce report ne doit pas être pris par les Roumains comme une sanction mais comme un laps de temps supplémentaire pour mieux se préparer à intégrer le marché intérieur sans heurts.